

Les antilibéraux pas assez collectifs

vendredi 4 avril 2008, par [ECOIFFIER Matthieu](#) (Date de rédaction antérieure : 4 avril 2008).

Ils ont encore changé de nom, se cherchent une ligne politique à la gauche de la gauche mais les collectifs antilibéraux et autres comités Bové bougent toujours. Aux municipales, ils ont obtenu 31 élus. Et malgré l'échec de la candidature Bové à la présidentielle (1,3 %), ils n'ont pas renoncé à leur perspective « unitaire ».

Environ 90 délégués représentant une cinquantaine de collectifs se sont réunis les 29 et 30 mars à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « Au total, il doit y avoir 150 collectifs. Soit une force d'environ 2000 militants et trois fois plus de sympathisants. Ce n'est pas énorme, mais pas négligeable », explique le conseiller d'Etat Yves Salesse, ancien porte-parole de José Bové, qui fait valoir la part des collectifs dans le bilan des municipales, où ils étaient en lice dans 125 villes. « *Le résultat de la gauche de la gauche a été crédité à la seule LCR. Or, les listes où les collectifs, les alternatifs et certaines sections du PCF étaient présents ont enregistré de meilleurs résultats que celles où la LCR était en petit comité* », plaide Salesse. Au total, des collectifs étaient présents dans 57 des 107 listes labellisées LCR. Mais aussi sur 17 listes d'union de la gauche, avec les écologistes, le PCF et le PS.

Fermeture. Cette ligne de partage révèle les difficultés de positionnement de ce mouvement, entre ceux qui veulent disputer à Olivier Besancenot le créneau de l'indépendance totale vis-à-vis du PS et ceux qui sont prêts à s'allier plus largement avec des écologistes, des communistes et des « socialistes du non », amis de Jean-Luc Mélenchon. Des divergences stratégiques à l'origine de nombreux débats à Saint-Denis. « *C'est quand même problématique de faire alliance avec la gauche de la gauche les années impaires, pour la présidentielle de 2007, et avec les sociaux-libéraux les années paires, pour les municipales de 2008. On a demandé une clarification mais on n'a pas été entendus* », regrette Emmanuel Chaniel, un ex-militant de la LCR.

Le débat, en tout cas, fait rage sur l'attitude à avoir envers le futur Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. La motion finalement adoptée oppose une fin de non-recevoir à son entreprise : ni les collectifs locaux ni la coordination nationale n'ont « *vocation à participer à sa construction. Le projet de NPA ne correspond pas à notre démarche unitaire et de rassemblement* », tacle la motion. Mais une minorité du mouvement dénonce cette attitude de fermeture *a priori*. « *Les collectifs, c'est plus grand-chose !* », ironise de son côté Alain Krivine, leader de la LCR.

« **Unitaires** ». Mêmes divergences à propos des élections européennes de 2009. La coordination a décidé d'adresser « *un appel pour des listes unitaires de large union* » à « *toutes les forces qui ont dit « non » au Traité constitutionnel européen en 2005* ». « *On prend les mêmes et on recommence !*, dénonce un militant. *Comme si, depuis 2005, les amis de Mélenchon n'avaient pas signé la synthèse du Mans, le PCF plombé la candidature unitaire à la présidentielle avant de faire alliance avec le PS et le Modem aux municipales.* » Une motion a tout de même fait consensus : troquer le terme de collectifs « antilibéraux » pour « unitaires ».

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libération du vendredi 4 avril 2008.